

CIBLE

Non

Le Premier ministre a annoncé qu'un référendum aurait lieu de 6 juillet en Corse. Cette consultation doit être récusée dans son principe.

Il ne s'agit pas de se prononcer sur la suppression des deux départements de l'île et sur la création d'une Assemblée territoriale, mais contre cette « République décentralisée » qui introduit dans notre Constitution un principe de contradiction et qui soumet l'unité nationale à une logique de destruction.

Fidèles à la Déclaration de 1789, œuvre des monarchiens et des monarchistes constitutionnels, nous affirmons, contre tout référendum local, que « *Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément* ».

Fidèles à la Constitution gaullienne, nous affirmons que « *La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice* ».

Non au démembrement de la nation.

DIPLOMATIE

La France doit persévérer

O.M.C.

**La bataille
des services**

p. 6-7

Roman

**Milan
Kundera**

p. 9

Courrier

C'est vous qui le dites...

August Von Kageneck nous écrit

Merci de l'envoi du numéro 812 de votre publication qui contient une recension du livre *Notre histoire 1922-1945* dont je suis, avec Élie de Saint Marc, un des co-auteurs.

Je dois cependant m'élever contre la façon dont votre collaborateur, M. Fontaurelle, a traité le passage du livre qui traite du problème de l'antisémitisme dans mon pays au temps d'Hitler. « *Voilà donc la tenace légende resservie, historiquement intenable : nous ne savions pas.* »

Je vais vous raconter comment j'ai vécu le problème des juifs au IIIe Reich.

Jusqu'à l'automne 1941, les quelques quatre cent cinquante juifs de notre petite ville de Wittlich (sept mille habitants) vivaient tranquillement parmi la population. En septembre 1941, ils furent arrêtés, de nuit, et acheminés, par train ordinaire, vers une destination inconnue. Le

bruit convenu était qu'ils devaient travailler à l'est.

A ce moment, j'étais sur le front de l'est. Je n'ai donc rien vu ni su.

Les camps d'extermination (à ne pas confondre avec les camps de concentration), six en nombre, étaient tous situés en Pologne occupée. Tout le monde ignorait leur existence, personne n'en est revenu vivant. La vérité fut révélée au peuple allemand après la fin de la guerre – par les vainqueurs.

Si vous me tenez pour un homme d'honneur faites connaître ce commentaire à votre collaborateur. Peut-être me croira-t-il ? By the way : a-t-il jamais vécu sous une dictature. Telle comme l'on connut quatre-vingt millions d'Allemands pendant douze ans ?

A. G. Von Kageneck

Crédits militaires

L'éditorial de B. Renouvin *Les griffes des humanistes* (Royaliste n° 813) ne manque pas de souffle et trace des voies tout aussi raisonnables qu'entraînantes. Je ne peux cependant me résoudre à ce passage – certes cohérent – relatif à « la demande pressante d'augmentation des crédits militaires ».

Je suis certes revenu de mes options de jeunesse en faveur du dé-

sarmement unilatéral de la France, mais je ne vois pas ce qui justifie une telle demande, alors que les crédits militaires viennent déjà d'augmenter fortement dans le budget 2003, et que nos armées demeurent un secteur truffé d'aberrations, de gaspillages, d'opacités, d'éléments faiblement démocrates.

Maintien de notre capacité de dissuasion et d'intervention, oui. Rationalisation de notre appareil de défense, oui aussi. « *Demande*

pressante d'augmentation des crédits militaires », non !

J.-M. D. (Savoie).

Le droit et l'État, l'État de droit

Au XVI^e siècle les sociétés politiques n'étaient pas encore des États, et la communauté humaine n'a pas encore la notion du droit individuel étatique (Respublica universelle).

Deux siècles plus tard la Déclaration de 1789 introduit les notions de "liberté" et "d'égalité" du citoyen. Le thème égalitaire sera largement développé dans un ouvrage de l'époque "Le traité des égaux", qui établit les fondements juridiques des citoyens, sur une base économique et sociale.

L'opposition du fort au faible se résout par la puissance étatique opposée à la faiblesse du citoyen, et le droit individuel protège chaque citoyen face à la puissance étatique. En principe l'État protège les citoyens qui respectent les institutions. Lorsque les citoyens ne respectent plus les lois de la République, c'est la faillite et le désordre, il est alors nécessaire de reconstruire l'État pour rétablir l'ordre. Par exemple lorsque des représentants de l'État outrepassent les mandats que leur a confié le peuple en le flouant des responsabilités qui lui incombent.

Ainsi, lorsque le Premier ministre, impose par la force (avec l'autorisation présidentielle, l'utilisation de l'article 49, alinéa 3) la réforme des modes de scrutin en refusant le débat contradictoire des groupes parlementaires, nous sommes en droit de douter de la bonne foi de nos gouvernants.

Il est du devoir de chaque citoyen de stigmatiser les contradictions et l'iniquité de cette réforme, qui aurait pour fonction selon M. Sarkozy l'élimination dès le premier tour de tout les candidats du Front National ! On peut douter de ce type d'argutie, car selon des "projections" de votes dans la région PACA c'est le contraire qui risque de se produire !

Alors dans quel but inavouable M. Raffarin tient tant à cette réforme, vraisemblablement pilotée en sous main par Juppé ? Sans

doute la réduction de la représentation nationale à sa plus simple expression : le bipartisme. C'est ce que les représentants de toutes les autres formations (y compris leurs alliés) appellent le "hold-up" de la démocratie !

Ce parti (l'UMP) hégémonique ne respecte plus les règles du jeu démocratique, et le rapport du fort au faible se règle par la volonté de toute puissance du plus fort.

Si nous ne réagissons pas, c'est l'équilibre de l'État qui risque d'être durablement compromis, et les institutions républicaines bafouées au profit du parti unique !

S. G. (Paris)

Harkis

J'ai été scandalisé par la réponse faite par Pierre Messmer au sujet d'un message (récemment publié) qu'il avait écrit en 1962 et dans lequel il réclamait des sanctions envers les officiers français qui aideraient les harkis à se réfugier en métropole. Apostrophé à Nice par des anciens harkis qui lui demandaient s'il regrettait d'avoir écrit ce message, il a répondu : « *Non, je ne regrette pas, c'était une décision du gouvernement (...) on doit exécuter les ordres.* ». Il faut tout de même se souvenir que ces officiers, encouragés par le pouvoir politique d'alors, avaient donné leur parole d'honneur de protéger les populations en Algérie et en particulier les harkis, leurs femmes et leurs enfants. Ces harkis ont été abandonnés, livrés sans état d'âme à la vengeance ; ils ont été torturés, violés, massacrés. Certains ont pu être sauvés cependant par des officiers responsables qui ont estimé qu'il s'agissait d'une chose tout à fait naturelle, un devoir de conscience élémentaire, reconnu d'ailleurs officiellement dans les lois de la guerre. Et Messmer se justifie en parlant d'exécuter les ordres ! Ce qui est terrible c'est qu'il emploie les mêmes arguments que les SS pendant leurs procès : eux aussi ils obéissaient, mais à la différence de Messmer, leur refus d'obéir pouvait les conduire à la mort et leur famille en camp de concentration.

M.F. (Alpes Maritimes)

royaliste
B.-MENGES DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Tiens, v'là les comédiens ! - L'axe Damas-Téhéran - p.4 : Drôles de regards - p.5 : Où est la victoire ? - p.6/7 : O.M.C. La bataille des services - p.8 : Babar - Mystique de la nature - p.9 : Kundera ou la lucidité - p.10 : Orvèbres - La chute de Berlin - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Refonder l'Europe.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (46 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

21 avril

Tiens, v'la les comédiens !

Avec cette guerre qui n'en finissait pas, on a failli rater la commémoration du 21 avril. Comme les Américains ont fait boucherie double à Bagdad, un spectacle improvisé a quand même pu avoir lieu.

Mais c'est quoi, le 21 avril ? C'est quand Lionel Jospin a mordu la poussière grâce à nous, les électeurs de Jean-Pierre Chevènement, et quand Jacques Chirac a su qu'il allait gagner le second tour avec seulement 5 665 855 des voix, soit 13,75 % des électeurs inscrits parce que Jean-Marie Le Pen, candidat repoussoir, était arrivé en seconde position.

C'était grave, quand même, cette situation !

Oui, et d'ailleurs toute la classe politico-médiatique a dit qu'il fallait en tirer les leçons.

Les leçons ont-elles été tirées ?

Pas une seule ! L'aile droite de l'oligarchie a remplacé l'aile gauche, et on a continué la même « gouvernance », selon la même idéologie, avec les mêmes effets négatifs. Mais, pour l'anniversaire du premier tour de l'élection présidentielle, on a monté un petit spectacle médiatique et chacun a pu jouer un bout de rôle.

Jean-Pierre Raffarin a joué Monsieur Modeste, toujours proche des gens. Sauf des gens rendus furieux par les usines qu'on ferme et par le plan de retraites au rabais qu'on leur prépare.

François Hollande a joué au Dirigeant Socialiste, grand éclaircisseur de l'antifascisme militant. François et les autres, Laurent, Dominique, Martine, c'est la maladie qui se plaint de son symptôme. Plainte infinie, ridicule. Obscène.

Les maîtres des médias ont interprété le grand air des Journalistes Lucides, trop proches des oligarques et pas assez proches des gens. Puis ils sont allés dîner dans leur cantine de luxe où ils ont retrouvé par le plus grand des hasards François, Dominique, Martine...

Les sondeurs ont joué les Flagellants. Puis ils ont commenté le dernier sondage, vendu à je ne sais quel quotidien, qui prouve que le moral des Français s'est amélioré mais que « *pourtant, 61 % des Français estiment que la situation générale s'est dégradée dans l'Hexagone depuis 2002* ». Se moquer des gens reste une activité profitable et digne de la plus haute considération.

Marie-Georges Buffet a organisé un pique-nique place de la Bastille le 20 avril. Le scoutisme comme maladie sénile du Parti communiste, quelle pitié !

François Hollande est revenu sur scène pour dire que M. Raffarin, y faisait rien que détruire ce que la gauche elle avait fait. C'est pas complètement faux, côté infirmerie sociale. Mais M. Raffarin, il applique les décisions prises par Lionel Jospin aux sommets de Lisbonne et de Barcelone, et privatise le patrimoine que la gauche n'avait pas eu le temps de dilapider.

Pierre Moscovici a donné la dernière réplique, comme quoi la gauche devait se donner un projet. Il jouait le clown de service, avec une maladresse pathétique.

Sylvie FERNOY

Recomposition

L'axe Damas-Téhéran

La recomposition du paysage géopolitique du Moyen-Orient a commencé bien avant le début des opérations militaires en Irak.

Le président syrien Bachar Al-Assad a accompli sa cinquième visite depuis deux ans à Téhéran début mars alors que son père, Hafez Al-Assad, s'était contenté d'un seul déplacement de quelques heures en trente années de pouvoir.

Au terme de cette rencontre, les officiels de deux parties n'ont pas hésité à évoquer « un partenariat stratégique » entre les baasistes syriens et les iraniens. Dès le début de la guerre, le « guide suprême » des mollahs iraniens Ali Khamenei n'hésitait pas à soutenir que le conflit allait être un véritable cauchemar pour le « grand Satan américain ». En écho, le président syrien appelait le monde arabe à une croisade contre les « envahisseurs » américains.

Au-delà de ces proclamations guerrières, ces deux pays contrôlent de concert et cofinancent pas moins de cinq groupes chiites irakiens, dont la suprême assemblée de la révolution islamique et la branche irakienne du Hezbollah. Par ailleurs, la Syrie et l'Iran militent auprès des pays de la région pour les empêcher de reconnaître un futur éventuel régime pro-américain en Irak. Ils font tout sur place dans ce pays pour favoriser l'autorité sur les mosquées et les associations caritatives du grand ayatollah Ali Hussein Sistani, le principal théologien chiite en Irak. Ces deux pays sont à l'origine également du refus de certains responsables chiites de participer à la réunion organisée par

les Américains le 15 avril dernier à Nassiriyah.

Toutefois, il existe un véritable débat au sein des instances dirigeantes iraniennes et syriennes sur le bien-fondé de cette politique, surtout depuis que les Américains exercent une forte pression sur la Syrie. Dans ce pays, des technocrates, comme le ministre des Affaires étrangères, Farouq al-Shara, très présent sur la scène internationale depuis quelque temps, le ministre des Finances, bon nombre de cadres jeunes de l'armée et du parti baasiste souhaitent un infléchissement de cette politique estimée dangereuse et coûteuse pour le pays. Toutefois le président Al-Assad partage plutôt les vues des « durs » du régime regroupés autour du vice-Président, Abdel-Halim Khaddam et du ministre de la Défense, le général Mustafa Tlass.

En Iran, les réformistes se regroupent autour de l'ancien Premier ministre Mir Hussein Moussavi-Khamenei, en partie soutenu par le président Mohammed Khatami. Mais les radicaux du régime s'emploient pour l'instant autour de l'ancien président Rafsandjani à éviter l'émergence d'une démocratie en Irak.

Toutefois les luttes d'influence actuelles dans les cercles dirigeants en Iran comme en Syrie, ainsi que les pressions américaines sur la Syrie ne permettent pas vraiment de prédire l'avenir de cet axe Damas-Téhéran, dont l'existence même constitue un échec pour la politique américaine dans la région.

Jacques DUCONSEIL

BRÈVES

♦ **ÉTHIOPIE** – La princesse Tena-gne Worq est décédée le 6 avril à Addis-Abeba dans sa quatre vingt onzième année. La cérémonie funéraire a eu lieu dans la cathédrale de la Sainte Trinité en présence du Patriarche de l'Eglise orthodoxe éthiopienne. La princesse était le dernier enfant survivant de l'empereur Haïlé Sélassié I^{er}. Elle avait la réputation d'avoir eu une forte influence sur son père et de s'être opposée à toute libéralisation du régime impérial dans les années qui ont précédé le coup d'État du sanguinaire colonel Mengistu en 1974. Jetée en prison avec ses quatre filles, elle y demeura quatorze ans dans des conditions effroyables de détention. Libérée en 1988, elle vécut en Virginie auprès de son frère le prince héritier Asfa Wossen jusqu'à la mort de ce dernier en 1997, puis elle revint finir sa vie en Éthiopie, animant des œuvres pour les personnes défavorisées.

♦ **IRAK** – Dans un entretien accordé au quotidien autrichien *Der Standard* le chérif Ali ben Hussein, fondateur du Mouvement pour une monarchie constitutionnelle et actuel président du Congrès national irakien, a exprimé sa crainte de voir, à l'avenir, la souveraineté de son pays amoindrie. Paradoxalement, il préférerait une courte occupation américaine dont, selon lui, il serait plus facile de se débarrasser parce qu'elle n'aurait aucune base juridique, alors qu'une occupation par l'ONU serait légitimée par le droit international et risquerait de durer plus longtemps. En revanche, soulignant que « l'Irak n'était pas une colonie » il a déclaré qu'il « n'accepterait aucun poste sous l'autorité de Garner », l'administrateur américain. Le chérif Ali ben Hussein qui prétend au trône d'Irak est âgé de quarante-six ans. Il appartient à la famille hachémite et est cousin du dernier roi d'Irak, Fayçal II, assassiné en 1958. Il n'est cependant pas le prétendant légitime selon les règles de succession constitutionnelles. Ce dernier, le prince Raad ben Zeid, âgé de soixante-sept ans, vit à Amman où il a été longtemps le chambellan en chef de son cousin le roi Abdallah de Jordanie. Lui aussi a déclaré qu'il « était prêt à retourner en Irak si le peuple le lui demandait ».

♦ **QATAR** – Poursuivant la série de réformes qu'il avait commencées dès son accession au pouvoir en 1995, l'actuel émir, le cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani, a appelé les Qataristes à participer, le 29 avril, au référendum pour « exprimer leur point de vue sur le projet de Constitution ». Ce dernier prévoit la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Le pouvoir exécutif restera dans les mains de l'émir, le pouvoir législatif sera attribué à un Majlis al-Choura, conseil de quarante-cinq membres dont les deux tiers seront élus au suffrage universel pour un mandat de quatre ans. Les premières élections législatives auront lieu en 2004 avec la reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité pour les femmes.

Intelligentsia

Drôles de regards

Il semble que l'intellectuel médiatique regarde la télévision sans la voir et juge les manifestations de rue sans les regarder, tandis que l'information à la télévision paraît plus soucieuse d'illustrer un thème prédéterminé que de rendre compte de l'événement.

Tantôt mêlé à la foule des manifestants « contre la guerre », tantôt regardant passer les défilés, je tiens à faire un aveu qui réjouira Pascal Bruckner, André Glucksmann et Romain Goupil. Coauteurs d'une récente tribune dans *Le Monde* (15 avril), ces trois éminents maîtres de moralité ont célébré la victoire anglo-américaine en Irak, dénoncé comme de bien entendu la France « mise hors de jeu, ridiculisée » et raconté l'enfer dont ils sont eux-mêmes revenus... tout en étant restés à Paris.

Écoutons la parole des trois rescapés : « Il faudra raconter un jour l'hystérie, l'intoxication collective qui ont frappé l'Hexagone depuis des mois, l'angoisse de l'Apocalypse qui a saisi nos meilleurs esprits, l'ambiance quasi soviétique qui a soudé 90 % de la population dans le triomphe d'une pensée monolithique, allergique à la moindre contestation ». J'avais pourtant cru voir MM. Madelin, Lellouche et Poniatovski sur diverses chaînes de télévision, mais j'ai dû rêver à la suite de l'intoxication dénoncée par nos trois victimes d'une soviétisation qui nous a empêché d'acheter dans les kiosques *Le Monde*, *Les Échos* et *Le Figaro*.

Poursuivons : « Il faudra expliquer pourquoi la minorité kurde fut, durant cette période, interdite de manifester quand les nervis de Sad-

dam paraissent sur nos boulevards ». Les rares nervis sadamistes ont eu la chance d'être filmés et j'avais cru voir, dans toutes les manifestations parisiennes, un fort groupe (entre 300 et 500 personnes selon les jours) de Kurdes rassemblés autour d'un grand drapeau jaune à l'effigie d'Ocalan, reprenant en chœur leurs slogans et des chansons plutôt martiales. Mais puisque MM. Bruckner, Goupil et Glucksmann affirment que ces militants ont été empêchés de manifester, je vais aller voir un psychiatre pour lui dire que je suis en train de perdre contact avec le réel.

Mon cas n'est cependant pas désespéré car j'ai vu le 22 mars près de la place de la République l'attaque menée contre un petit groupe de manifestants par les individus au visage masqué : on n'a pas parlé de cette violente agression dans les médias, mais j'ai compris au vu des autres agressions commises ce jour-là que les victimes des porteurs de keffieh étaient des pacifistes juifs. Ces opérations de commandos ont à juste titre impressionné et scandalisé les médias qui ont dès lors traité les manifestations en privilégiant les risques d'agressions antisémites et antisionistes. Souci justifié, mais qui n'empêchait pas de rapporter les autres violences commises et celles qui ont visé les chevènementistes du MGR : deux blessés sérieux le 12

avril chez ces militants qui avaient inscrit sur leurs pancartes un simple « Oui à l'ONU ».

Puis-je me permettre de demander aux « intellectuels médiatiques » d'observer directement les manifestations qu'ils condamnent et aux professionnels du reportage de ne pas livrer des récits préfabriqués ? Par exemple, le récit de la violence antisioniste dans les manifestations a été suivi par l'histoire édifiante de la « prise de conscience » par la gauche des « dérapages » possibles qui auraient ipso facto entraîné la disparition des slogans extrémistes. A en croire *Libération* du 14 avril, la manifestation parisienne du samedi 12 se serait déroulée dans une ambiance apaisée. Ce qui est faux ! Outre l'agression contre les chevènementistes, des centaines de témoins peuvent attester que les groupes extrémistes ont hurlé leurs slogans habituels et que le cri « Sharon, fasciste » était lancé toutes les trois minutes par une jeune femme juchée sur un camion.

Commentaires hallucinés, observations partiales, reportages manipulateurs... Il était pourtant inutile d'en rajouter car ces manifestations « pour la paix » ont fini par se réduire (à quelques exceptions près) au défilé de groupes violents décidés comme d'habitude à valoriser leur propre cause par la surenchère (les croix gammées sur les drapeaux israélien et américain), dans l'ignorance volontaire de la ligne diplomatique française et dans le mépris à l'égard de ceux qui prétendaient simplement la défendre.

Maria DA SILVA

Où est ta victoire ?

Bush vainqueur, la France isolée et Tony Blair l'homme fort de l'Europe ? Rien n'est plus absolument faux. Le bilan est rigoureusement inverse.

Nulle « victoire » n'est passée plus inaperçue. Nulle liesse dans les rues de Bagdad, Bassora ou Mossoul où la « libération » a immédiatement tourné en « occupation ». Mais non plus aux États-Unis même. L'administration orchestrera peut-être un défilé de la « victoire » pour le retour des « Boys », mais on sent que le cœur n'y est pas, y compris dans la majorité de l'opinion qui soutient le président envers et contre tout (même s'il n'y a pas d'armes de destruction massive, pas de liens avec Al-Qaïda et pas de traduction en justice de Saddam Hussein et ses acolytes). Pourquoi cette indifférence ? Parce qu'il existait un malaise à propos d'une guerre contre un pays dont on savait pertinemment qu'il n'était pour rien dans le terrorisme du 11 septembre 2001 et donc une guerre qui ne résout rien, mais aussi parce que le vieux fond américain d'isolationnisme, renversé par le 11 septembre, revient à la surface à la perspective d'être embourbé - ou ensablé - pour longtemps dans l'Orient compliqué.

La France, qui avait marqué des points à la fin de l'an dernier auprès de l'opinion américaine, a vu sa position renversée à partir de février. Elle a finalement perdu la bataille pour subir aujourd'hui de plein fouet la revanche des « francophobes », un moment désarçonnés par cette popula-

rité inattendue. Si la France a perdu aux États-Unis, en revanche les États-Unis ont perdu cette bataille dans le reste du monde, le plus souvent au bénéfice de notre pays, y compris dans les pays acquis à la coalition, à commencer par la Grande-Bretagne.

Faut-il pour autant en rester à un constat purement médiatique comme s'en offusquent certains qui ne vivent eux-mêmes que pour les médias ? Bien au contraire, nous croyons que des solidarités se sont affirmées à l'occasion de cette crise qu'il importe de cristalliser : le front anti-guerre est certes hétéroclite vu sous l'angle de la politique intérieure. Il possède une forte logique en politique internationale. Le point d'acroche que nous recherchions depuis longtemps entre la France, l'Allemagne et la Russie a été trouvé à la faveur de la crise. Quand il s'est agi de choisir, Poutine a clairement choisi. Chirac de même, auquel on intimait l'ordre de choisir entre Bush et Schröder. Berlin de même. Et il ne faut pas craindre d'ajouter la Turquie. Elle aussi, alors que des milliards de dollars étaient en balance et surtout que l'état-major de ses forces armées avait fait connaître ses intentions favorables à la coalition américaine, a choisi de ne pas s'impliquer et, en cela, a choisi la solution européenne de préférence au lancinant contentieux kurde. En s'oppo-

sant aux militaires turcs au sein de l'Otan à la mi-février, Chirac a rendu service au nouveau gouvernement démocratique turc. Il convient aujourd'hui de capitaliser sur ces acquis. La France n'est pas le chef des non-alignés comme ironise la Maison Blanche, mais elle pourrait le devenir. Il n'y a pas de renversement des alliances comme en 1756, cause lointaine de la Révolution française, mais notre stratégie doit être plus que jamais tous azimuts.

Blair est le réel perdant de la crise. Il a échoué à ramener France et Allemagne au bercail. A Belfast, lieu symbolique s'il en est de l'Irak post-Saddam, il a totalement échoué à amadouer le président Bush sur la nécessité d'engager la communauté internationale et l'ONU dans le processus. Sa position intérieure est fragilisée alors que l'opinion s'affirme plus européenne que jamais et qu'il fut longtemps le seul homme d'État à prôner l'adhésion à l'euro et un plus grand engagement européen. Rien n'est plus éloigné de la réalité que ce rôle

d'intermédiaire indispensable entre les deux rives de l'Atlantique que dépeignent tant d'experts ou d'analystes que la présente situation empêche de dormir. Mister Blair est devenu en anglais : « *irrelevant* », serviteur inutile. Sa préoccupation principale aujourd'hui est de sortir les forces britanniques de Bassora le plus vite possible, avant qu'il ne soit trop tard. Il n'avait visiblement pas été mis dans la confidence pour la Syrie. Il n'a rien obtenu sur la question israélo-palestinienne. A quoi sert Mister Blair ? Mister Blair ne sert à rien.

C'est à la France aujourd'hui d'essayer de lui sauver la mise, et non l'inverse comme on le lit à longueur de pages assassines. C'est la France, et non lui, qui peut s'opposer à la présence prolongée des forces américaines et à la colonisation de l'Irak parce que le peuple irakien dans son ensemble s'y refuse. C'est à la France de reprendre l'initiative diplomatique dans la sous-région et à l'ONU et de jouer franchement la carte de l'Union européenne - la Commission étant en première ligne sur l'aide à la « reconstruction » - afin de bloquer autant de demandes particulières des États-Unis à tel ou tel, Danois, Hollandais ou Italien, voulant faire cavalier à part. Bruxelles a d'ailleurs toujours été de notre côté dans la crise.

Contre Bush pour qui « *tout ce qui n'est pas avec moi est contre moi* », sachons agir de telle sorte que « *tout ce qui n'est pas contre nous est avec nous* ».

Yves LA MARCK

François Perroux

était à la fois un royaliste convaincu et un économiste de renommée mondiale. Pour faire sa connaissance :

- François Denoël - « **François Perroux** » - Dossier H - prix franco : 43 €.
- « **Dossier François Perroux** » - Revue *Cité* n° 40 - prix franco 7 €.
- « **François Perroux dans *Royaliste*** » - Recueil d'articles - prix franco 2,5 €.

La bataille des services

Une nouvelle négociation va s'ouvrir dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce. Elle porte sur le secteur des services, sans que l'on sache si les services publics seront englobés dans les discussions. Ce qui est certain c'est qu'elle procède de l'idéologie ultra-concurrentielle. Menée au mépris de tout contrôle démocratique, elle aura des conséquences graves sur la vie quotidienne des citoyens, en Europe et dans le monde, tout particulièrement dans le domaine de l'emploi. Nous remercions Philippe Arondel, économiste et syndicaliste, d'avoir bien voulu nous expliquer la nature et l'ampleur de la menace.

■ **Royaliste :** On commence à évoquer l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), mais il n'y a pas encore de débat public sur ses enjeux. Pourquoi est-il urgent de s'en préoccuper ?

Philippe Arondel : La Commission européenne va déposer bientôt auprès de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) une « liste d'engagement », c'est-à-dire la liste des secteurs qu'elle se propose d'ouvrir à la concurrence internationale. C'est à partir de là qu'une grande négociation doit s'achever, dans le courant de l'année prochaine, par la conclusion d'un accord en bonne et due forme sur la libéralisation de certains secteurs des services.

■ **Royaliste :** Sans doute faut-il commencer par un rappel historique...

Philippe Arondel : Tout commence avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce, le 1^{er} janvier 1995, à la suite des accords de Marrakech d'avril 1994 et dans le lointain prolongement des accords de Bretton Woods dont Keynes fut l'inspirateur. Après la seconde guerre mondiale, il était en effet prévu, parallèlement au Fonds Monétaire International et à la Banque mondiale, de mettre en place une Organisation Internationale du Commerce

(OIC), afin d'aller vers un système institutionnel couvrant tout le champ économique. Mais le projet relatif à l'OIC a été réduit à un Accord sur les tarifs douaniers et le commerce, le GATT, au sein duquel ont été négociés plusieurs cycles (rounds) de désarmements tarifaires.

■ **Royaliste :** Que dit le traité constitutif de l'OMC ?

Philippe Arondel : Il organise un « tribunal » dénommé Organe de Règlement des Différends (ORD), dont les décisions sont contraignantes, prévoit un système de vote (chacun des 145 pays membres dispose d'une voix) et un certain nombre d'accords (sur l'agriculture, la propriété intellectuelle, etc.) dont l'Accord Général sur le Commerce des Services. Il faut aussi préciser que l'AGCS fait partie de ce qu'on appelle « l'agenda incorporé » : la finalité de l'Accord, c'est de parvenir par négociations successives à une libéralisation de l'ensemble du secteur des services. Nous vivons donc depuis 1994 sous la menace d'une véritable bombe à retardement.

■ **Royaliste :** Pourquoi parler de bombe à retardement ? On peut soutenir qu'une plus grande ouverture des services à la concurrence internationale est justifiée et aura des effets bénéfiques...

Philippe Arondel : Pour comprendre l'importance des négociations en cours, il faut prendre en considération le poids du secteur des services publics et des domaines qui, encore protégés par des législations nationales, échappent à la loi du marché. L'enjeu économique et social est colossal. Par exemple, l'entrée de la Chine dans l'OMC ouvre la perspective d'un marché impressionnant, mais annonce aussi la destruction, sous l'effet de la concurrence, d'un nombre considérable d'emplois sur la planète. Pour l'Europe, selon une déclaration officielle, l'AGCS met potentiellement en jeu entre soixante et soixante dix millions d'emplois...

Mais ne perdons pas de vue la question centrale : l'ouverture à la concurrence du secteur des services conduit-elle à mettre dans la balance les services publics ? Plus précisément, va-t-on ouvrir à la concurrence mondiale les secteurs de l'éducation et de la santé ?

■ **Royaliste :** Quelle est votre analyse ?

Philippe Arondel : Si l'on en croit l'article 1 de l'Accord, sont exclus les services qui sont fournis « dans le cadre de l'exercice du pouvoir gouvernemental », par exemple tout ce qui concerne la

magistrature, la police, les armées...

On peut donc être amené à penser que l'éducation et la santé ne ressortissent point du champ de l'AGCS. Mais, à l'alinéa 3 de l'article 1, nous lisons que l'exclusion ne joue que pour les services qui sont fournis « *ni sur une base commerciale, ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs* ».

Or nous savons bien que, dans la plupart des pays, il existe des écoles privées, des cliniques privées, des entreprises privées de distribution du courrier et de l'électricité. Par conséquent, les secteurs publics de l'éducation, de la



◆ Mettre le marché au coe

ille ices

santé, de la poste, de l'énergie, pourraient être inclus dans le champ de l'accord de libéralisation des services. C'est ce que soutiennent de très nombreux juristes.

■ **Royaliste : Mais quelle est l'attitude du gouvernement français ?**

Philippe Arondel : Je vous rappelle que le gouvernement français défend son point de vue auprès de la Commission européenne, qui, dans le cadre des négociations sur l'AGCS, est représentée à l'OMC par Pascal Lamy.

Cela dit, il m'est impossible de répondre à votre question ! J'ai participé en décembre dernier à une réunion sur l'A-

GCS dans un certain Comité de dialogue social réunissant des représentants d'organisations syndicales et des fonctionnaires, mais ces derniers se sont refusés à nous dire ce qu'ils mettraient dans la balance, en invoquant le secret des négociations. Pressés de questions, ces fonctionnaires nous ont affirmé que les services publics ne seraient pas concernés... mais l'une des leurs a fini par avouer que « tout peut arriver dans une négociation » !

En réalité, tout se passe dans l'opacité la plus totale, ce qui constitue un véritable déni de démocratie : non seulement nous ne savons pas ce que le gouvernement négocie, mais la façon dont Pascal Lamy conduira les discussions au nom de l'Union européenne nous échappe. Tout cela est d'autant plus dangereux que nos services risquent d'être soumis à la redoutable logique du « traitement national ».

■ **Royaliste : Qu'est-ce que cela signifie ?**

Philippe Arondel : Le « traitement national » implique que toutes les entreprises doivent être traitées de la même façon : il est interdit de favoriser une entreprise française par rapport aux entreprises étrangères, sinon c'est une entrave à la libre concurrence. Ainsi, les sub-

ventions sont considérées comme une entrave à la liberté du commerce. D'où deux possibilités : ou bien on renonce à subventionner telle entreprise française ou tel secteur national ou bien l'on est obligé de subventionner les entreprises étrangères qui sont en situation de concurrence avec les nôtres. Résultat : l'idée même de subvention risque d'être mise à mort.

Il faut aussi évoquer ce qu'on appelle dans le jargon de l'AGCS le « test de nécessité » : les législations - sociales, environnementales - adoptées par les parlements nationaux *ne doivent pas être plus rigoureuses que nécessaires*. Autrement dit, les lois votées seront soumises à l'appréciation des juges du « tribunal » de l'OMC... qui se prononcent toujours en faveur des solutions les plus libérales. Au bout d'un certain temps, tout un pan des législations nationales sera donc détruit : c'est déjà ce qui se passe sur le continent américain dans le cadre de l'ALENA.

Je n'ai insisté que sur quelques points, en simplifiant à l'extrême, afin de montrer que nous étions entraînés dans une dérive redoutable, sans que les responsables politiques et syndicaux aient pu connaître le contenu des négociations et sans que les citoyens aient été informés, ni par la Commission européenne ni par les États nationaux.

■ **Royaliste : On peut pourtant échapper à cette logique en quittant l'AGCS...**

Philippe Arondel : Certes, il n'est pas interdit formellement d'en sortir, mais le coût est tellement exorbitant qu'il est dissuasif : il faudrait en effet indemniser tous les partenaires qui s'estiment lésés par la rupture de l'accord. Les gouvernements préféreront donc rester prisonniers d'un accord qui aura été conclu, je le souligne, en toute méconnaissance de cause.

En France, les parlementaires ne sont pas informés et aucun débat n'est prévu à

brève échéance. Nous savons seulement qu'un Conseil européen ratifiera les accords, en fin de course, quand tout aura déjà été discuté et décidé. Les parlementaires français auront ensuite à se prononcer sur la ratification, mais l'AGCS sera à prendre ou à laisser en bloc. D'ordinaire, on le sait, on accepte, hélas, le fait accompli...

■ **Royaliste : Que va-t-il se passer dans les mois qui viennent ?**

Philippe Arondel : Nous allons entrer dans un vaste et scandaleux marchandage, dont les Européens risquent de faire les frais. Nous avons, en effet, une petite idée de ce qui va se produire si l'on en croit des propos de Pascal Lamy, tenus dès juin 2000 : « *Si nous voulons améliorer notre propre accès aux marchés étrangers, alors nous ne pouvons pas mettre à l'abri nos secteurs protégés. Il nous faut être prêts à les négocier tous si nous voulons avoir matière à un accord global. Pour les États-Unis comme pour l'Union européenne, cela veut dire quelques douleurs dans quelques secteurs, mais des gains dans beaucoup d'autres, et je crois que nous savons, de part et d'autre, qu'il nous faudra consentir des sacrifices pour obtenir par ailleurs ce que nous voulons* ». On ne saurait mieux dire : l'Union Européenne, vecteur de la mondialisation néo-libérale, s'apprête à brader nos normes sociales et environnementales pour figurer en bonne place sur les marchés étrangers des services. Nous savons bien, d'autres avant moi l'ont démontré dans ces mêmes colonnes, que l'ultra-concurrence à l'échelle mondiale appauvrit les salariés au Nord et condamne les peuples du Sud à une misère croissante.

C'est contre cette logique d'essence marchande, en tous points désastreuse, que nous devons immédiatement nous mobiliser.

Propos recueillis par
B. La Richardais

du système de santé ?

Babar Mystique de la nature

Plus vieille que la Vieille Dame, Cécile de Brunhoff a quitté le monde des hommes et le royaume des éléphants à l'âge de 99 ans. Nul n'ignore qu'elle fut la créatrice de *Babar*, et qu'elle demeure reine dans l'imaginaire des enfants.

Qu'il s'agisse des rapports entre l'éléphant et le monde des hommes, de la structure de Célesteville, du traumatisme originel (la mort de la mère, tuée par le chasseur), du thème du Voyage (éléphant viator eût dit Gabriel Marcel), *Babar* offre aux philosophes, aux anthropologues, aux urbanistes, aux psychanalystes ample matière à méditations.

Nous retiendrons pour notre part la figure du Roi Babar, époux attentif de la délicate reine Céleste, père aimant ses trois enfants, Pom, Flore et Alexandre. Le royaume de Babar est étranger au racisme - le singe Zéphyr fait partie de la maison - et le Roi mène contre le fascisme au front de rhinocéros un combat exemplaire sous l'égide du sage Cornélius, aussi rusé qu'Ulysse. L'infâme Rataxès et sa bande de tape-dur casqués en surent quelque chose, les misérables.

Loin de nous la tentation de vouloir récupérer Babar, qui appartient au royaume de l'enfance. Mais avec l'insigne maladresse des adultes, il est permis de dire que l'inconscient politique de millions de citoyens est structuré par *Babar*, sans qu'il n'y ait jamais eu la moindre intention de manipulation.

Babar prépare à la lecture de *Tintin* (*Le Sceptre d'Ottokar*), dément Machiavel, réfute Max Weber et adoucit l'austère figure hégélienne du Prince incarnant la réalité de l'État rationnel.

Angélique LACANE

Qu'a donc à confesser l'auteur d'une œuvre philosophique ? L'amour de la philosophie. Et l'homme-philosophe, que peut-il donner à ses contemporains ? Sa propre philosophie. Don gracieux, qui n'implique pas adhésion, soumission ni imitation puisque cette pensée libère tout homme qui choisit de penser.

Mais peut-on encore choisir quelque chose, en une époque où l'on entend dire partout que « nous n'avons pas le choix » ? Marcel Conche affirme que « l'homme peut toujours choisir de dire la vérité » car tout être humain est libre par essence.

On peut maugréer que, pour dire la vérité, il faut encore la connaître et que philosopher n'est pas donné à tout le monde. C'est se faire plus bête que nature : tout être humain est capable de philosophie parce qu'il est doué de raison et dispose de la parole.

Voilà qui nous permet d'assister sans aucune gêne au dialogue (1) noué entre Marcel Conche et André Comte-Sponville, qui intéresse tout un chacun puisqu'il porte sur le plaisir, l'amour, le bonheur, l'éthique, la morale, la mort, la guerre...

Prenons garde cependant. On ne trouvera pas dans la philosophie de la Nature une « base » au programme électoral des Verts. Et les fondements de la morale tels que les établit Marcel Conche ne permettent pas de se fabriquer un catalogue de recettes pour les aléas de la vie. L'ouverture à la vérité implique une véritable ascèse car il faut s'arracher aux déterminismes, aux influences et aux tentations - en deux mots se rendre libre pour voir la vérité dans son évidence, en disposer et la faire connaître.

Homme qui a voué toute sa vie à la philosophie, Marcel Conche confesse que cette vocation n'est pas facile à vivre. Contre l'opinion courante, qui se représente les philosophes comme de purs esprits, on vérifiera avec lui ce que disent les biographes de Pascal, Hegel, Marx ou Arendt : la réflexion ne détruit pas le désir, la tentation du plaisir n'est pas moins forte que chez les autres mortels, la question du bonheur n'est pas seulement matière à spéculations.

Évoquant quelques fragments de sa vie sans se raconter (*le moi est haïssable*) Marcel Conche expose une éthique sans complaisance. Les jeunes femmes sont tentantes, mais « *L'amour débute comme une aurore : à l'horizon est pressenti une joie sans commune mesure avec toute autre joie. La joie est comme un soleil. Durant la période magique de l'amour, ce soleil peut avoir des éclipses, mais à certains moments on pense en être très près. C'est une illusion* ».

Aussi a-t-il préféré les belles et riches heures de la vie conjugale, sans en tirer cependant une philosophie du bonheur. Ce corrézien d'Altillac garde le souvenir du dur travail de la terre qui ne dispose guère aux abandons du plaisir et à la quête du bonheur. L'exemple de son père, petit paysan, est demeuré si présent qu'il lui inspire une sorte de « position de classe » qui le conduit à critiquer

Marx, étranger à la paysannerie, et même son cher Montaigne qui regardait les autres travailler.

C'est dire qu'on est toujours de son temps, même si on consacre ses jours à traduire et à commenter Anaxagore, Épicure et Héraclite, toujours avec les autres (*mitsein*) et confronté aux mêmes problèmes que les autres hommes. Les plus difficiles et les plus douloureux sont abordés au fil de cette confession, d'une manière qui surprendra : Marcel Conche est hostile à l'avortement, favorable sous certaines conditions au clonage, et sa métaphysique de la Nature (2), rigoureusement extérieure à toutes les théologies et à toutes les théo-philosophies avouées ou implicites, rebelle aux mystiques orientales vers lesquelles l'extraordinaire Émilie veut l'attirer, est liée à une philosophie morale raisonnablement fondée sur le principe d'égalité.

Lire Marcel Conche c'est fréquenter un homme qui apprend à philosopher dans l'incertitude, c'est pénétrer dans une pensée accueillante, libératrice et heureusement provocante puisqu'elle appelle à la prise de parole, éveille des vocations philosophiques, indique les divers chemins qui mènent à la vérité.

Jacques BLANGY

(1) Marcel Conche - « Confession d'un philosophe : Réponses à André Comte-Sponville », Albin Michel, 2002, prix franco : 21 €.

(2) Cf. « Présence de la nature », PUF, 2001, prix franco : 21 € et notre critique dans *Royaliste* n° 778 ; « Quelle philosophie pour demain ? », PUF, 2003, prix franco : 15 €.

Kundera ou la lucidité

Pourquoi est-il si difficile d'échapper à Milan Kundera, dès lors qu'on s'est laissé prendre par un de ses romans ? Il y a le ton bien sûr, celui qui assure à un écrivain sa place dans la littérature. Il y a un ton Kundera, comme il y a un ton Conrad – et ce n'est pas pour rien que j'associe ces deux romanciers dont le commun pessimisme ne se sépare jamais d'une étrange note de tendresse. J'ose écrire ce dernier mot, non sans préciser qu'il ne sous-entend aucune démagogie affective, aucune surcharge. Le monde est ainsi fait qu'il ne donne guère prise à l'illusion lyrique, mais que la trace de la présence humaine lui confère tout de même une tonalité discrète. On peut ne pas partager « la philosophie » de l'auteur et se montrer sensible à la vie qu'il nous révèle, même si elle est éphémère, si elle est une ombre. Elle n'en est pas moins inoubliable comme un roman de Kundera.

Ce Tchèque qui a adopté notre pays et notre langue au point de devenir un écrivain français se signale à notre attention comme un observateur de notre temps, aigu, impitoyable au point de nous imposer la conviction que l'avènement contemporain de l'individu pourrait bien correspondre à son inéluctable déclin, la post modernité ayant précipité la chute de toutes les prétentions de l'âge moderne. De ce point de vue, ainsi que le montre François Ricard dans un essai sur l'ensemble de l'œuvre de Kundera, nous avons complètement rompu avec le monde romanesque dont Hegel avait défini le projet en ces termes : « *Les héros des romans modernes [...] sont des individus qui s'opposent, avec leur amour, leur honneur, leurs ambitions, avec leurs aspirations à un monde meilleur, à l'ordre existant et à la réalité prosaïque qui, de toute part, dressent des obstacles sur leur chemin. Impatients de ces obstacles, ils poussent leurs désirs et leurs exigences subjectifs jusqu'à l'exagération, chacun d'eux vivant dans un monde enchanté qui l'opprime et qu'il croit devoir combattre à cause de la résistance qu'il oppose à ses sentiments et passions.* » En d'autres termes, le héros romantique veut changer le monde, dans le désir de lui imprimer sa marque. Le héros kunderien n'a pas cette prétention. Kafka et Musil sont déjà passés par là. « *Que devient le roman quand le modèle épique n'est plus tenable et que le monde est devenu loufoque ? C'est d'abord par la réponse qu'elle tente d'apporter à ces questions ou en tout cas par la manière dont elle les pose, que l'œuvre de Kundera est fille de celle de Kafka, et de ce fait, l'une des plus « actuelles » qu'il nous soit donné de lire.* »

Faut-il parler de nihilisme ? En un certain sens, oui, mais pas au point où toutes les choses deviendraient égales, et l'existence par non-sens – Kundera ne renonce pas à penser l'existence, c'est un romancier-philosophe qui souvent, suspend le récit pour écrire quelques pages d'essayiste, consul-

ter les penseurs, invoquer d'illustres exemples – dans le but de creuser plus à fond l'expérience dont il rend compte en phénoménologue de l'intériorité. C'est le cas dans son dernier livre paru, *L'Ignorance*, qui rendant compte de l'expérience de l'exil – qui est d'une façon directe la sienne propre – ne peut éviter le détour de *L'Odyssée*. Ulysse n'est-il pas la figure même de la *nostalgie*, c'est-à-dire, en propres termes grecs de « la souffrance causée par le désir inassouvi de retourner » ? Ulysse, note encore Kundera, préfère à l'exploitation passionnée de l'inconnu, l'apothéose du connu. Et à l'infini, la fin « *car le retour est la réconciliation, avec la finitude de la vie* ». Et bien, l'exilé qu'est notre romancier, n'hésite pas à bousculer l'antique certitude. Il n'est pas sûr que le retour au pays soit toujours la meilleure solution. Le pays abandonné a pu être le lieu du pire cauchemar, et la terre d'accueil le lieu d'un bel amour : « *On exalte la douleur de Pénélope et on se moque des pleurs de Calypso.* »

L'Ignorance renvoie donc à l'expérience du retour. Elle est

aussi celle de la désillusion. Il arrive que la recherche du temps perdu crée plus d'amertume que de réconfort et que les retrouvailles avec la patrie de l'enfance provoque l'envie de la fuite. « *L'homme vieillit, la fin approche, chaque moment devient de plus en plus cher et il n'y a plus de temps à perdre avec des souvenirs. Il faut comprendre le paradoxe mathématique de la nostalgie : elle est la plus puissante dans la première jeunesse quand le volume de la vie passée est tout à fait insignifiant.* » On peut contredire, évidemment, telle analyse, mais elle rend compte d'une certitude singulière qui est aussi celle de beaucoup d'exilés. Et puis n'est-ce pas le temps d'aujourd'hui qui crée d'autres relations avec la question du retour, l'histoire ayant fait son œuvre et les amours d'autrefois s'étant défaits ?

par Gérard Leclerc



Une telle analyse prend à contre-pied toutes les tentatives d'ériger en mythes les idées reçues et toujours en circulation malgré certains démentis cinglants. Il faut voir comment Kundera démolit le mythe de la révolution sexuelle – c'est un thème récurrent de son œuvre. C'était déjà le cas de ses premiers textes et d'un roman aussi emblématique que *L'insoutenable légèreté de l'être*. L'illusion se détruit simplement du rapprochement des corps, de la nudité exposée qui viendrait à en perdre sa force érotique, ne serait-ce qu'au profit de l'âme. Non par idéalisme mais par phobie de ce que devient le corps lorsqu'il n'est plus *habité*. Les deux principaux héros de *L'Ignorance* se quittent après une étreinte qui laisse béante la figure de leur avenir. Qu'est le rapprochement des corps sans destin commun ? A moins qu'il ne soit qu'une parenthèse : « *Amour repos, amour-oubli ; amour désertion ; amour-insouciance ; amour-insignifiance.* »

On peut trouver cela un peu désespérant. Mais Kundera n'a aucun désir de dispenser l'euphorie. Il lui arrive parfois au-delà de son entreprise tenace de désenchantement de distinguer un moment de grâce, une idylle qui ne soit pas illusoire. Mais le vingtième siècle a trop souffert des idéologies mensongères pour qu'il se résigne jamais à la moindre concession à la manipulation intellectuelle. ■

■ Milan Kundera - « *L'Ignorance* », Gallimard, prix franco : 17 €.

■ François Ricard - « *Le dernier après-midi d'Agnès - Essai sur l'œuvre de Milan Kundera* », Arcades Gallimard, prix franco : 15 €.

Orfèvres

Durant plus d'un siècle, les Froment-Meurice, une dynastie d'orfèvres, ont travaillé pour les cours d'Europe. Le Musée de la Vie Romantique expose leurs chefs-d'œuvre et cela mérite un détour.

Durant tout le XIX^e siècle, François-Désiré Froment-Meurice (1801-1855) et son fils Émile (1837-1913) seront fournisseurs de presque toutes les cours d'Europe et de l'aristocratie. C'est pourquoi les exceptionnelles pièces, le plus souvent en argent, qui sont exposées proviennent des grands musées français et des maisons royales de Belgique, des Pays-Bas ou d'Espagne... Outre la remarquable qualité des objets, on notera leur élégance et leur raffinement : la coquille d'huître perlière montée en coupe en est un exemple. Les visiteurs pourront admirer plusieurs pièces qui appartiennent aux Bourbons ou aux Orléans. La monumentale toilette de la duchesse de Parme est spectaculaire. Pour l'anecdote, elle fut offerte par les dames légitimistes à Marie-Thérèse de Bourbon, petite fille de Charles X. Plus discret, un cadre aux armes de France présente un portrait de la comtesse de Paris. Un autre cadre fut commandé pour le mariage de Marie d'Orléans avec le prince Valdemar de Danemark (il provient du musée Louis-Philippe au château d'Eu). Enfin, une épée ne manquera pas de retenir l'attention : elle fut offerte par la ville de Paris au duc d'Orléans, à l'occasion de la naissance de son fils aîné, titré comte de Paris.

Alain SOLARI

« Trésors d'argent », Musée de la Vie Romantique, 16 rue Chaptal, 75009 Paris. Jusqu'au 15 juin.

La chute de Berlin

Le III^e Reich devait durer 1000 ans. Une dizaine d'années après sa fondation il s'écroulait dans le feu, le sang et la mort.

Début janvier 1945 l'Allemagne dominait encore une grande partie de l'Europe, la Wehrmacht opposait une farouche résistance, elle était même capable de lancer de puissantes contre-offensives telle celle des Ardennes qui fit vaciller le front occidental. Or, quatre mois plus tard, elle s'écroulait.

A l'ouest, Eisenhower conduisait la bataille de façon méthodique, sur un vaste front, sans aucune considération que d'ordre militaire ; les réalités politiques échappaient de toute évidence aux chefs américains pour qui la prise de Berlin, toute symbolique qu'elle soit, ne représentait aucun objectif stratégique majeur. Staline voyait plus loin, il avait lu Marx, du moins peut-on le supposer « *Qui possède Berlin possède l'Allemagne* » et, sans doute, pensait-il « *qui possède l'Allemagne possède l'Europe* », sans compter que dépouiller les établissements scientifiques de la capitale de leur matériel de physique nucléaire et de leur réserve d'uranium présentait un puissant intérêt. Berlin, pour lui, était devenu une obsession : la ville devait être prise par lui avant ses alliés. L'histoire révèle que ses craintes étaient vaines, Eisenhower lui ayant révélé secrètement ses objectifs ultimes alors même qu'il avait refusé de les dévoiler à son principal adjoint l'air chief marshal britannique Tedder. Il faut relever à cet égard, l'étrange et permanente complaisance des Américains envers Staline alors même que celui-ci dont les troupes étaient armées et

nourries par les États-Unis ne cessait de les traiter avec une brutalité non dépourvue de grossièreté.

En Allemagne, prise entre deux feux, la situation empirait chaque jour. Écrasés sous les bombes, civils et militaires essayaient de survivre alors que quelques privilégiés se livraient à de véritables bacchanales d'avant apocalypse. Certains nazis de haut rang ne doutaient de rien « *Goering, Goebbels, Himmler, Bormann se voyaient déjà en position de succéder au führer. Et la simple idée que le monde extérieur pût accepter la moindre succession pour le III^e Reich donne la mesure dans laquelle en étaient venus vivre les dignitaires nazis.* » Tout aussi loin des réalités Hitler continuait à manœuvrer ses armées, déplaçant les troupes en dépit de toute logique mettant ses généraux, certes « au sens moral pervers » mais aux qualités professionnelles incontestables, dans des situations impossibles. Eisenhower pourra déclarer « *Nous devons beaucoup à Hitler* ».

Mi-janvier les Soviétiques attaquent, sans souci pour les colossales pertes de leurs armées. Koniev, Joukov, Rokossovski sorti « provisoirement » des gèoles de Beria où il croupissait de puis 1937, envahissent la Prusse orientale, la Sibérie, la Poméranie. La race des « sous hommes » à l'assaut de la « race des seigneurs ». Ivres de vengeance et de revanche, préparés à cela à la suite de l'agression abominablement cruelle et brutale dont ils avaient été victimes, ce déferlement de millions de soldats fut terrible. Destruc-

tions systématiques, vols, pillages, massacres, viols... tel général soviétique a pu s'écrier « *Nous avons laissés deux millions d'enfants derrière nous* ».

Mi-avril Berlin est encerclée. Prendre la ville par des armées qui en arrivent à se tirer mutuellement dessus afin d'arriver les premiers au cœur de l'antre nazi, leur a coûté, en huit jours de combats, 78 191 tués et 284 148 blessés. Qu'importe ! Le trente avril Staline reçoit le message tant espéré ; le major Anna Nikoulina du service politique du 9^e Corps d'infanterie soviétique avait hissé le drapeau rouge sur la chancellerie dont les sous-sols recelaient les restes calcinés d'Hitler. Le premier mai, à Moscou, le chef du PCUS, l'unique concepteur, organisateur, héros, stratège... de cette gigantesque bataille fut fêté comme il se doit. Joukov, le véritable vainqueur dont la gloire commençait à porter ombrage au « petit père des peuples » allait, dès les jours suivants, chèrement payer une célébrité qu'il ne revendiquait même pas.

Antony Beevor, à qui l'on doit un remarquable *Stalingrad*, donne ici à lire un hallucinant récit de ces quatre mois d'intenses combats. Pourquoi un tel livre ? Naturellement pour servir l'Histoire et, ici, elle est magistralement servie ; mais l'auteur le rappelle « *A une époque où de plus en plus de jeunes Allemands trouvent de multiples motifs d'admiration du III^e Reich* » ne convient-il pas de témoigner de ce que fut l'abominable chute du nazisme ?

Michel FONTAURELLE

Antony Beevor - « *La Chute de Berlin* », Éd. de Fallois, prix franco : 24 €.

Souscription

Allez-vous nous laisser « gueux comme des rats » ?

Oui, c'est la question que l'on peut légitimement se poser au vu du faible nombre de réponses à mon appel parvenues ces derniers quinze jours. Me suis-je mal fait comprendre ? Ou bien, les vacances pascales aidant, vous nous avez complètement oubliés ? Quoiqu'il en soit je rappelle l'objectif : 14 000 euros à trouver avant les vacances et je rappelle l'enjeu : l'existence même de *Royaliste* ! C'est dire toute l'importance du succès de cette souscription et c'est dire aussi toute mon inquiétude actuelle. Merci de la dissiper rapidement...

Yvan AUMONT

7^e liste de souscripteurs

Gérard Bellebeau 30 € - Étienne Harel 30 € - Jacques Lancement 24 € - Roland Mader 10 € - Pierre Sauterey 150 € - Bernard Sonck 200 €.

Total de cette liste : 444,00 €

Total précédent : 3589,32 €

Total général : 4033,32 €

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

➤ Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco.

➤ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

➤ Vendus aussi par année complète (46 € franco) de 1977 à 2002 (sauf 1979).

INTERNET

Notre « liste de diffusion » sur internet permet d'être régulièrement et rapidement tenu au courant des activités royalistes. Des centaines de personnes y sont maintenant inscrites.

Pour s'abonner à la liste rien de plus simple : ce service est entièrement gratuit, il suffit d'envoyer un courriel à notre adresse :

NouAcRoyal@aol.com

en nous faisant part de votre désir et en nous donnant votre adresse électronique.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 30 avril : Comment ignorer une organisation politique qui a rassemblé, sur le nom de sa porte-parole, plus de 5 % des suffrages, soit plus d'un million et demi de voix, au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 ? Ce succès est-il tout entier dû à la figure emblématique d'Arlette Laguiller - puisque c'est d'elle qu'il s'agit ? Quelle est la nature de l'organisation qui la soutient ? Derrière l'aimable figure d'une militante exemplaire, faut-il voir une structure clandestine, animée par un homme de l'ombre et diffusant une idéologie sectaire ? Ces questions, parmi bien d'autres qui touchent au trotskisme, Christophe BOURSEILLER les a posées au mystérieux « Hardy », (Robert Barcia) qui a, pour la première fois, accepté de retracer son propre itinéraire et d'exposer les positions du mouvement auquel il appartient. Ces conversations

avec un écrivain et journaliste qui nous a déjà présenté plusieurs de ses livres (sur les maoïstes, sur Guy Debord) font l'objet d'un ouvrage qui conte « *La véritable histoire de Lutte ouvrière* » que les militants de la NAR ont côtoyée depuis plus de trente ans dans diverses manifestations...

● Mercredi 7 mai : Méthodes d'investigation plus que douteuses, campagnes de haine menées à l'encontre de diverses personnalités, relations troubles avec les indépendantistes corses, confusion entre les intérêts financiers d'une société de presse et les informations publiées dans le quotidien qu'elle édite, censure littéraire allant jusqu'à l'instauration d'une police de la pensée : « *La face cachée du Monde* » est-elle aussi noire que ne l'affirment les auteurs de l'ouvrage qui, sous ce titre, a un retentissement considérable ? Avec Pierre PÉAN, invité régulier de nos réunions, et avec Philippe COHEN, journaliste à *Marianne* qui nous avait présenté son premier ouvrage, nous reviendrons sur les principaux éléments de cette enquête avant de nous interroger sur la portée de l'événement politique qui a été créé par le succès immédiat du livre.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Avez-vous pensé à notre souscription ?

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Refonder l'Europe

A Athènes, le 16 avril, lors de la signature par dix nouveaux pays du traité d'adhésion à l'Union européenne, le président de la République française a souhaité « refonder le projet politique européen ». Notre approbation est d'autant plus nette que nous avons toujours voulu que la France se donne cette ambition, indique les moyens de la réaliser et la fasse partager à l'ensemble du continent..

L'échec du projet de Confédération européenne lancé par François Mitterrand dans la perspective gaullienne de « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » nous avait profondément déçu. Ce qui ne nous avait pas empêché de travailler à la « théorie des ensembles » qui, en bonne méthode, doit inspirer l'organisation effective d'une confédération des États européens. Beaucoup de temps a été perdu depuis la chute du Mur de Berlin (1) et l'intention exprimée par Jacques Chirac représente un très modeste progrès. Et le cours de l'histoire européenne ne sera pas changé sans qu'il y ait la rapide clarification des ambitions politiques souhaitée par le président français.

Hélas, il est plus que probable que les chefs d'État et de gouvernement européens choisiront une fois de plus la voie de la facilité, trop heureux d'avoir sauvé les apparences unitaires après la fracture provoquée par la question américano-irakienne. De fait, on laisse la Convention européenne ajouter ses disputes internes aux contradictions de l'Europe bruxelloise, sous l'égide d'un homme (M. Giscard d'Estaing) qui a pour tâche de présenter à Salonique, en juin

prochain, un projet de « traité constitutionnel » qui est un non-sens juridique doublé d'une fiction : celle d'une constitution sans État.

Il est donc urgent que Jacques Chirac précise sa pensée sans se laisser impressionner par ceux qui veulent le mettre en demeure de choisir entre un anti-américanisme supposé et la ligne correcte, respectueuse de l'hégémonie américaine.



Tout en cherchant à éviter que l'Irak administré par les troupes américains ne connaissent le sort désastreux du Kosovo et de l'Afghanistan, il importe que la diplomatie française conforte la politique esquissée ces derniers mois avec nos alliés allemands, belges et russes. Il est évident que la refondation souhaitée par Jacques Chirac ne doit pas se faire sur le mode de l'opposition aux États-Unis car un changement d'équipe à Washington et une réorientation de la politique américaine compromettrait le projet européen. Notre théorie des ensembles ne peut reposer sur la peur ou la haine d'un grand Ennemi – ni les Américains, en proie à des contradictions majeures et exposés à diverses faillites, ni le fictif « monde musulman » com-

posé de peuples et de nations souvent en guerre contre eux-mêmes (Irak-Iran, Irak-Koweït, guerres civiles en Turquie, en Algérie...).

Prise au sérieux, la refondation implique que l'on délimite le territoire concerné, les principes d'organisation et de coopération des ensembles déjà constitués et les objectifs communs que les pays associés peuvent se donner.

L'histoire millénaire de l'Europe, qui a créé un lien indissoluble entre l'histoire politique et l'histoire de l'esprit, conduit à affirmer qu'il n'y a pas d'identité européenne sans reconnaissance de toutes ses nations : la Russie, la Bulgarie, la Roumanie, sont européennes depuis mille ans au moins, la Turquie est devenue une puissance européenne au XVI^e siècle, dans l'alliance avec la France du roi très-chrétien.

La refondation politique souhaitée par Jacques Chirac exige que l'on prenne en considération les États, non les idéologies, les religions, les couleurs de peau, les personnages, les préférences ou les ressentiments de quelques coterie intellectuelles. Ce n'est pas Vladimir Poutine qui importe au premier chef, ni la victoire de tel parti religieux en Turquie, mais le rôle que Moscou et Ankara sont appelés à jouer dans le concert de nations égales entre elles : dans une confédération, le « petit » royaume de Belgique a la même valeur politique que la « grande » république allemande.

Quant à l'ambition collective, elle est dictée par des impératifs permanents : la composition des rapports de force en vue du maintien de la paix, la coopération pour le développement.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'éditorial du n° 802 : L'Europe du temps perdu.